

Communiqué de presse relatif au Congrès annuel d'EXPERTsuisse

Berne, 28 septembre 2021 – délai de blocage 17 heures

«Gestion d'entreprise responsable – la nouvelle gouvernance d'entreprise»

La crise de la COVID-19 a révélé l'importance de la branche de l'audit et du conseil économique pour une gouvernance efficace.

La branche de l'audit et du conseil constitue un soutien indispensable pour l'économie suisse. La crise de la COVID-19 l'a clairement démontré. Lors du Congrès annuel 2021 d'EXPERTsuisse, l'association des experts en audit, fiscalité et fiduciaire, de nombreux intervenants et invités se sont prononcés en faveur d'une forme durable de gouvernance d'entreprise. Sur le thème de la «gestion d'entreprise responsable», c'est un secteur solide qui s'est réuni ce mardi à Berne, lequel a identifié les défis de son temps et s'attache à développer et à renforcer tant les profils professionnels et les formes de collaboration que l'importance de la branche.

La branche de l'audit et du conseil joue un rôle prépondérant dans l'interaction entre les différents éléments de la gouvernance d'entreprise. Les politiques sont donc également reconnaissantes des prestations et du soutien apportés pendant la crise de la COVID-19, par exemple lors de la mise en œuvre des mesures telles que le chômage partiel, les crédits transitoires et les cas de rigueur. Empêcher les abus constitue en effet un thème central. Il s'agit entre autres de prendre en compte le fait qu'environ 80% des sociétés de capitaux en Suisse ne disposent pas d'un organe de révision. Ce, en raison de la règle de l'opting-out, selon laquelle les entreprises jusqu'à une certaine taille peuvent renoncer au contrôle. «Les politiques devront tirer les bonnes conclusions pour la future conception de l'obligation de révision», constate Erich Ettl, conseiller aux États et responsable Public Affairs d'EXPERTsuisse. Les réformes prévues de la législation fiscale ont été également abordées. Il a été clair pour tout le monde que les éventuelles adaptations nécessaires du système fiscal suisse efficace doivent être, d'une part, finançables – également pour les futures générations – et, d'autre part, ne doivent pas entraîner de sorties substantielles du substrat fiscal vers l'étranger.

La gouvernance d'entreprise du futur

Michèle F. Sutter-Rüdiger, Prof. Dr et professeure titulaire à l'Université de Saint-Gall, s'est posé la question de savoir à quoi ressemblerait la direction et la surveillance d'une entreprise à l'avenir. Les tâches et obligations fondamentales du conseil d'administration ne connaîtront pas de grands changements. Mais le mode de collaboration de celui-ci, sa composition et la réponse qu'il apportera aux nouvelles exigences des employés, des autorités et des autres parties prenantes changeront considérablement. «La réduction du temps disponible, l'augmentation du niveau de complexité, la surcharge d'informations en hausse et les responsabilités croissantes dues à la focalisation élargie sur les parties prenantes constitueront un défi pour le conseil d'administration en tant qu'organe», est convaincue Prof. Dr Michèle F. Sutter-Rüdiger.

En tant qu'orateur invité, Christoph Mäder, président d'economiesuisse, a placé l'importance politico-économique de la gouvernance au centre du débat et a de nouveau souligné le cœur du Swiss Code of Best Practice publié par economiesuisse, à savoir «l'ensemble des principes qui, tout en maintenant la capacité de décision et l'efficacité, visent à instaurer au plus haut niveau de l'entreprise, dans l'intérêt de l'entreprise à long terme, la transparence et un rapport équilibré entre les tâches de direction et de contrôle». En y ajoutant l'aspect du développement durable, Christoph Mäder a formulé un objectif commun pour l'économie et la société: «une économie, qui crée de la prospérité, ainsi que du sens et qui protège les ressources naturelles». En tant que porte-parole important dans le domaine de gouvernance, EXPERTsuisse est impliquée dans le développement du Swiss Code of Best Practice.

Nouvelles formes de collaboration – nécessité urgente de réviser la loi sur le travail

Une gestion d'entreprise responsable signifie aussi qu'un cadre doit être créé pour permettre le travail en autonomie, la crise de la COVID-19 ayant accéléré ce processus. On voit de plus en plus apparaître des écosystèmes redéfinissant la collaboration entre clients, prestataires et partenaires. «Malheureusement, le droit du travail actuel n'offre pas le cadre nécessaire au travail en toute autonomie souhaité par les professionnels. Reste à espérer que le Conseil fédéral adoptera une solution adéquate par voie d'ordonnance dans le cadre de la révision de la loi sur le travail et qu'il cessera de refuser à l'économie privée des privilèges accordés au personnel fédéral», a souligné Dr Marius Klauser, directeur d'EXPERTsuisse. En raison du nombre élevé d'emplois hautement qualifiés, les entreprises de la branche de l'audit et du conseil constituent également un facteur économique important en Suisse.

Le développement durable entraîne de nouvelles exigences pour le rapport

Pour les investisseurs, les critères non financiers dans les domaines de l'environnement, du social et de la gestion d'entreprise responsable (Environment, Social and Governance [ESG]) jouent un rôle central dans leurs décisions. De plus en plus, les autorités de régulation, notamment au sein de l'Union Européenne (UE) mais aussi en Suisse, attendent que les entreprises tiennent compte de critères de développement durable dans leur stratégie, leurs décisions d'investissement et l'établissement de leurs rapports. Dans le même temps, des progrès significatifs ont été réalisés grâce à la définition de normes explicites applicables au rapport sur le climat et à celui sur le développement durable, plus vaste. «Les 12 à 18 prochains mois connaîtront vraisemblablement les nouveautés les plus importantes depuis des décennies en matière de présentation des comptes et de reporting d'entreprise », pense Mark Veser, responsable de l'équipe Climate Change et Sustainability Services à EY.

ASCO Award

Lors du Congrès annuel d'EXPERTsuisse et en collaboration avec ASCO, l'association des sociétés de conseil en management, l'ASCO Award a de nouveau récompensé des prestations et projets exceptionnels dans le domaine de la transformation d'entreprise. Cette année, le prix a été remis à l'entreprise Materion Balzers Optics, sise à Balzers (Principauté de Liechtenstein), qui dans le cadre d'un projet de conseil, a réalisé avec succès l'intégration globale de différents sites dans un seul processus complexe et interculturel.

Étude de marché exhaustive

Lors du Congrès annuel, l'étude la plus récente et la plus complète concernant la branche de l'audit et du conseil économique a été présentée. Celle-ci montre que ce marché hétérogène continue d'évoluer très dynamiquement. À environ 5,8% pour 2021, les prévisions de croissance à court terme, notamment pour les grandes entreprises de la branche (plus de 50 collaborateurs), sont très réjouissantes. Les attentes de croissance à long terme sont également positives. «Avec l'étude de marché 2021, nous avons pour la première fois essayé de présenter la palette d'offres, généralement large, sous une structure uniforme et donc comparable», explique Peter Ritter, président d'EXPERTsuisse. Cette différenciation des domaines d'activité constitue une nouveauté et couvre les disciplines suivantes: management consulting, advisory, audit et business services/outsourcing. Vous trouverez ici les résultats détaillés de l'étude :

www.expertsuisse.ch/fr-ch/etude-de-marche

Contact

EXPERTsuisse

Marius Klauser, Directeur et CEO

Stauffacherstrasse 1, 8004 Zürich

marius.klauser@expertsuisse.ch; Portable : 079 604 20 69

EXPERTsuisse – Association suisse des experts en audit, fiscalité et fiduciaire

Depuis 1925, EXPERTsuisse représente la branche de l'audit et du conseil économique, lui donne une impulsion, et apporte son soutien à la profession grâce à ses services (normes, transmission de compétences, contrôle qualité) et fournit une contribution essentielle à l'attractivité de la branche et de la place économique suisse. L'économie suisse compte sur les services fournis par les 10 000 membres d'EXPERTsuisse (9000 membres individuels et 800 entreprises membres) qui, en effet, audient toutes les entreprises cotées en Bourse ainsi que de nombreuses PME. En outre, les membres d'EXPERTsuisse conseillent les entreprises sur le plan économique tout au long de leur cycle de vie (de la fondation à la succession, en passant par les restructurations).

www.expertsuisse.ch – engagés et responsables.

www.confidence.swiss – La confiance fait avancer.